



FÉVRIER
2026



Japon : le raz-de-marée Takaichi et le nouveau visage du pouvoir

Centre Asie

Céline PAJON

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1169-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Un partisan du Parti libéral démocrate brandit une affiche de la présidente du parti, Sanae Takaichi, à Ginza, lors des élections à la Chambre des représentants à Tokyo, Japon - 8 février 2026 © James Matsumoto/SOPA Images/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Céline Pajon, « Japon : le raz-de-marée Takaichi et le nouveau visage du pouvoir », *Asie.Visions*, n° 147, Ifri, février 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Asie.Visions

L'Asie, et son pendant maritime l'Indo-Pacifique, émergent comme le centre névralgique des relations internationales contemporaines, du fait de leur poids économique et commercial, technologique, démographique, militaire, et donc politique. À travers sa collection *Asie.Visions*, le Centre Asie de l'Ifri explore cette vaste région via ses facettes politique, économique, sécuritaire et sociale et selon des échelles locale, nationale, régionale ou internationale, alternant les approches aréales, thématiques et sectorielles. Le Centre Asie mobilise pour ce faire ses propres chercheurs ainsi qu'un réseau d'experts internationaux, souvent basés en Asie. La collection *Asie.Visions* vise ainsi à jeter un pont entre l'Asie et l'Europe en offrant des perspectives croisées et originales.

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Marc Julienne

Équipe éditoriale : Françoise Nicolas, Céline Pajon, John Seaman

Autrice

Céline Pajon est responsable de la recherche sur le Japon et l'Indo-Pacifique au Centre Asie de l'Ifri. Elle est également chercheuse senior associée à la Chaire Japon de la Vrije Universiteit Brussel (VUB) et chercheuse internationale invitée au Canon Institute for Global Studies (CIGS) à Tokyo. En 2025, elle a reçu le prix Yasuhiro Nakasone pour ses travaux contribuant à une meilleure compréhension du Japon en France et en Europe. Elle a auparavant été chercheuse invitée au Japan Institute of International Affairs (JIIA) en 2016. Elle est diplômée du Graduate Institute of International and Development Studies de Genève et de Sciences Po Lyon, et a effectué deux années d'études au Japon, à l'université Waseda (Tokyo) et à l'université d'Osaka.

Résumé

La Première ministre Sanae Takaichi a transformé sa popularité exceptionnelle en une victoire politique historique. Les élections anticipées du 8 février ont offert au Parti libéral démocrate (PLD) une majorité écrasante, grâce au soutien massif de jeunes électeurs séduits par son image iconoclaste et dynamique, et des conservateurs rassurés par sa vision d'affirmation nationale. Cette popularité pose les bases d'une stratégie ambitieuse tant sur le plan intérieur que sur le plan international.

Du point de vue diplomatique, Takaichi adopte une posture ferme face à la Chine, dénonçant la menace d'un blocus du détroit de Taïwan et résistant aux pressions économiques et diplomatiques de Pékin. Elle consolide simultanément l'alliance avec les États-Unis de la seconde administration Trump, en renforçant l'intégration militaire et économique, tout en diversifiant ses partenariats stratégiques pour se prémunir contre les risques d'une dépendance excessive.

La sécurité et la défense sont au cœur de sa stratégie : le budget militaire est porté à 2 % du produit intérieur brut dès 2026 et devrait bénéficier d'une nouvelle hausse ; les contraintes constitutionnelles et légales sur les exportations d'armement et le stationnement de capacités nucléaires doivent être assouplies ; l'industrie de défense est promue comme moteur de croissance et levier d'autonomie stratégique. Ces mesures visent à renforcer la dissuasion et à poursuivre la normalisation militaire du Japon.

Sur le plan économique, enfin, Takaichi vise à assurer l'autonomie et la résilience du Japon, en investissant dans les secteurs stratégiques tels que les semi-conducteurs, l'aéronautique, le spatial et la défense, tout en stimulant la consommation intérieure. Le Japon s'affirme comme un partenaire solide et fiable pour la France et l'Europe, capable de jouer un rôle central dans l'Indo-Pacifique et de contribuer à un rééquilibrage de l'ordre international face aux hégémons régionaux et mondiaux.

Abstract

Prime Minister Sanae Takaichi has turned her exceptional popularity into a historic political victory. The snap elections of February 8 delivered an overwhelming majority for the Liberal Democratic Party (LDP), driven by strong support from young voters, drawn to her iconoclastic and dynamic image, and from conservative voters reassured by her vision of national assertion. This popularity lays the foundation for an ambitious strategy on both the domestic and international fronts.

On the diplomatic front, Takaichi has adopted a firm stance toward China, warning of the risk of a blockade of the Taiwan Strait and resisting Beijing's economic and diplomatic pressure. At the same time, she is consolidating the alliance with the United States under the second Trump administration by deepening military and economic integration, while diversifying Japan's strategic partnerships to guard against the risks of excessive dependence.

Security and defense lie at the core of her strategy. Defense spending is set to rise to 2 % of gross domestic product as early as 2026 and further expand; constitutional and legal constraints on arms exports and the hosting of nuclear-related capabilities are to be eased; and the defense industry is being promoted as both a driver of growth and a lever of strategic autonomy. Together, these measures aim to strengthen deterrence and to advance Japan's military normalization.

Economically, Takaichi seeks to secure Japan's autonomy and resilience by investing in strategic sectors such as semiconductors, aerospace, space, and defense, while also stimulating domestic consumption. Japan thus positions itself as a solid and reliable partner for France and Europe, capable of playing a central role in the Indo-Pacific and of contributing to a rebalancing of the international order in the face of regional and global hegemons.

Sommaire

INTRODUCTION	7
PARI GAGNÉ : TAKAICHI S'ASSURE UNE LONGÉVITÉ AU POUVOIR..	8
Des élections anticipées à haut risque	8
Un raz-de-marée pour le PLD	9
Une popularité inattendue	10
PARI TENU : TAKAICHI S’AFFIRME FACE À LA CHINE ET AUX ÉTATS-UNIS	12
Takaichi assume une crise ouverte avec la Chine.....	12
Takaichi parie sur une forte intégration avec les États-Unis	15
Une diplomatie tous azimuts	15
PARI SUR L’AVENIR : TAKAICHI DONNE LA PRIORITÉ À LA DÉFENSE ...	17
Un contexte favorable au réarmement du Japon.....	17
Vers de nouvelles stratégies de sécurité et de défense	18
La défense comme moteur de croissance	19
PARI RISQUÉ ? TAKAICHI ET SA POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXPANSIONNISTE	21
L’effet Takaichi sur les marchés financiers	21
La sécurité économique comme stratégie de croissance	23
CONCLUSION : QUEL PARTENARIAT JAPON-FRANCE-EUROPE ?	24

Introduction

Après cent jours de mandat tumultueux, la Première ministre Sanae Takaichi a pris un pari politique audacieux, et l'a remporté avec éclat. Les élections anticipées du 8 février ont offert au Parti libéral démocrate (PLD) une victoire historique : 316 sièges sur 465 (contre 198 auparavant), dépassant largement le seuil des 310 nécessaires pour une majorité des deux tiers. Cette domination écrasante permet au PLD de contourner la Chambre haute, où il reste minoritaire, et confère à Takaichi une marge de manœuvre inédite pour mettre en place son programme d'affirmation nationale, dans les domaines économique, diplomatique et militaire.

En l'espace de trois mois, Sanae Takaichi, première femme à la tête de l'exécutif japonais, s'est imposée tant sur la scène intérieure qu'internationale, résistant aux pressions chinoises comme américaines. Le principal défi qui l'attend réside désormais dans le champ économique : convaincre des marchés encore fébriles et relancer une croissance entravée par un endettement massif et la faiblesse persistante du yen. Pôle de stabilité démocratique en Asie, le Japon s'affirme comme un partenaire stratégique incontournable pour la France et l'Europe dans un ordre international en recomposition.

Pari gagné : Takaichi s'assure une longévité au pouvoir

Des élections anticipées à haut risque

Élue présidente du PLD et Première ministre en octobre, Sanae Takaichi a hérité d'une situation politique particulièrement inconfortable. Minoritaire dans les deux chambres de la Diète depuis novembre 2024, la coalition menée par le PLD s'effondre lorsque le Komeito claque la porte, mettant brutalement fin à vingt-six ans d'alliance politique. Ce parti pacifiste, soucieux de son image d'intégrité, avait longtemps toléré les excès du PLD : les réformes de défense controversées de 2015, les liens avec la secte Moon et les scandales financiers. L'élection de Takaichi, qui n'a pas mené les réformes attendues au sein du parti et a réintégré des membres compromis, a précipité la rupture¹.

Il s'agit d'un tournant majeur. Face à cette situation inédite, Takaichi a rapidement su négocier une coalition avec le Parti de l'innovation du Japon (PIJ – *Ishin no Kai*), petit parti populiste ancré dans la région d'Osaka, dont il souhaite faire la deuxième capitale du pays. Ce partenariat fragile (le PIJ n'obtient aucun ministère) offre au PLD une très courte majorité à la Chambre basse².

Alors que son taux de soutien auprès des Japonais reste stratosphérique (plus de 70 %) après plusieurs mois au pouvoir, Takaichi prend le pari de convoquer des élections anticipées, espérant que sa popularité personnelle rejaillisse sur son parti, qui stagne autour de 35 %³. Elle espère également s'assurer un mandat populaire clair et ainsi rompre avec l'instabilité gouvernementale qui règne depuis la démission de Shinzo Abe pour raisons de santé en 2020 : elle est le quatrième Premier ministre en six ans.

C'était un pari risqué de dissoudre la Chambre basse avant même l'adoption du budget 2026. Sa décision, unilatérale, a été critiquée comme opportuniste, reproduisant une tactique classique du PLD pour prendre de court l'opposition. Cette fois, les deux partis centristes : le Komeito et le Parti

1. T. Harris, « Kōmeitō Quits the Coalition », *Observing Japan*, 10 octobre 2025, disponible sur : www.observingjapan.substack.com.

2. Y. Abe et T. Yamamoto, « Japan's Ruling LDP-JIP Coalition Shows Signs of Strain as Diet Seat Reduction Plan Fails to Advance », *Yomiuri Shimbun*, 17 décembre 2025, disponible sur : www.japannews.yomiuri.co.jp.

3. « Japan's Takaichi Government Maintains 75 % Approval Rating », *Nikkei Asia*, 22 décembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

démocrate constitutionnel ont réussi à s'unir pour former un tout nouveau parti : l'Alliance centriste pour la réforme. Le pari était donc loin d'être gagné.

Un raz-de-marée pour le PLD

Takaichi a habilement présenté les élections comme un référendum sur sa personne et son projet politique pour « un Japon plus fort et prospère », tout en orientant sa campagne sur le coût de la vie et la relance économique, sujets de préoccupation majeurs dans l'opinion.

De son côté, la nouvelle Alliance centriste n'a pas eu le temps d'imposer sa marque et a subi une défaite sévère, passant de 173 à 49 sièges, tandis que les partis de gauche, incapables d'incarner un renouvellement ou de proposer un projet crédible pour l'avenir du pays, essuient eux aussi un revers électoral.

Les figures traditionnelles de l'opposition sont ainsi marginalisées et remplacées par de nouvelles personnalités issues de partis comme Team Mirai, dirigé par un ingénieur en intelligence artificielle (11 sièges)⁴. Le Sanseitō, un parti populiste et xénophobe né sur YouTube, dont la percée aux élections sénatoriales de l'été 2025 avait surpris la classe politique⁵, confirme sa percée avec 15 sièges.

Le Parti démocrate pour le peuple, formation de centre droit, se maintient et pourrait, à terme, collaborer avec le PLD. Le Parti de l'innovation progresse légèrement, avec 36 sièges, mais n'est plus indispensable au PLD, qui est donc tout-puissant et pourra surmonter le veto de la Chambre haute, où il reste minoritaire.

Avec la victoire de Takaichi, le PLD redevient attractif pour les jeunes électeurs qui s'étaient tournés vers le Sanseitō, quitte à flatter certains discours anti-étrangers, alors même que le PLD a largement encouragé le tourisme (de 32 millions en 2019 à 43 millions en 2025)⁶ et une immigration encadrée pour relancer l'économie du pays. Le gouvernement Takaichi s'est d'ailleurs rapidement attelé à des mesures pour protéger le patrimoine japonais, encadrer les séjours des étrangers au Japon et mieux les intégrer⁷.

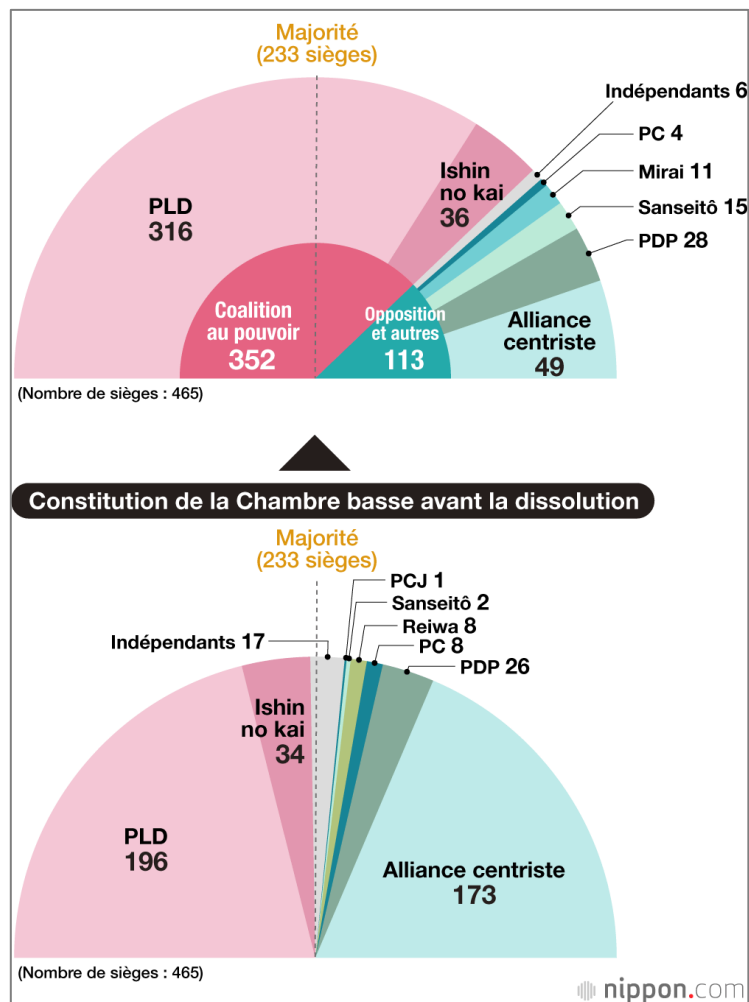
4. T. Harris, « The Age of Takaichi Dawns », *Observing Japan*, 8 février 2026, disponible sur : www.observingjapan.substack.com.

5. C. Pajon, « Élections au Japon. Le gouvernement en difficulté face à la montée des populismes », *Lettre du Centre Asie*, n° 111, Ifri, 24 juillet 2025, disponible sur : www.ifri.org.

6. « Japan Plans Stricter Rules to Address Foreigner-linked Issues », *Nippon.com*, 23 janvier 2026, disponible sur : www.nippon.com.

7. H. Semans, « Government Panel Proposes Mandatory Integration Program for Foreign Residents », *The Japan Times*, 14 janvier 2026, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

Constitution de la Chambre basse après les élections législatives du 8 février



Source : « Succès historique du PLD : la nouvelle composition de la Chambre basse après les législatives », 9 février 2026, disponible sur : www.nippon.com.

Une popularité inattendue

Le calcul de Sanae Takaichi s'est donc avéré payant : elle s'assure une légitimité populaire et politique inespérée. Figure iconoclaste de la scène japonaise, elle n'est pas l'héritière d'une dynastie politique, contrairement à plus d'un tiers des députés japonais, et a gravi seule les échelons de la politique locale et nationale (elle est élue députée de la circonscription de Nara en 1993). Sa personnalité flamboyante – ancienne batteuse dans un groupe de hard-rock, motarde, karatéka et speakerine à la télévision – lui confère un atout certain en communication. Avec 90 % des moins de 30 ans la soutenant, on va même jusqu'à parler de « Sanamania⁸ ». Très active sur les réseaux sociaux (2,7 millions d'abonnés sur X) cette femme de 64 ans incarne une image neuve et dynamique, en rupture avec les caciques du PLD.

8. J. Wan, « Japan's PM Sanae Takaichi Sparks "Sanamania" Craze as Youth Drives Election Surge », *South China Morning Post*, 6 février 2026, disponible sur : www.scmp.com.

Première femme à la tête de l'exécutif japonais, proche des milieux nationalistes et visiteuse régulière du sanctuaire controversé de Yasukuni⁹, Takaichi ne défend pas un programme féministe, ce qui lui a été reproché. Son gouvernement ne compte que deux femmes, mais à des postes stratégiques : Satsuki Katayama au ministère des Finances, et Kimi Onoda au ministère de la Sécurité économique, un portefeuille que Takaichi a elle-même occupé de 2022 à 2024. Takaichi prêche plutôt par l'exemple : issue de la classe moyenne, elle a su s'imposer par son travail dans un milieu politique masculin et bien souvent misogyne. Ses combats législatifs ont abouti à des avancées en matière de protection de l'enfance, de pénalisation de la prostitution et de santé des femmes. Elle incarne ainsi un certain féminisme conservateur¹⁰.

Sanae Takaichi dispose désormais des coudées franches pour s'inscrire dans la lignée de Shinzo Abe et incarner une dirigeante forte, capable de défendre les intérêts du Japon et de préserver sa résilience face à un ordre international brutal.

9. Le sanctuaire honore les âmes des guerriers morts pour le Japon, dont les mânes de 14 criminels de guerre de classe A. Les visites d'officiels politiques japonais créent des tensions diplomatiques avec la Corée du Sud et la Chine.

10. W. Ikeda, « Takaichi's Success and Feminism's Failures », *The Japan Times*, 16 janvier 2026, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

Pari tenu : Takaichi s'affirme face à la Chine et aux États-Unis

Takaichi assume une crise ouverte avec la Chine

Peu après son arrivée au pouvoir, des déclarations de Takaichi lors d'une audition parlementaire le 7 novembre provoquent une crise diplomatique avec la Chine. La Première ministre affirme alors qu'un blocus naval avec usage de la force dans le détroit de Taïwan constituerait une « menace pour la survie du Japon¹¹ ». Selon la législation sur la Paix et la Sécurité de 2015, cette qualification pourrait justifier le recours aux Forces d'autodéfense (FAD) japonaises en soutien aux forces américaines en intervention¹².

Takaichi ne fait que formuler ce qui était déjà admis dans les cercles stratégiques, mais cette première mention d'un tel scénario par une cheffe de gouvernement dans une instance publique a conféré à ses propos une portée inédite. Pékin s'est saisi de cette occasion pour accuser le Japon de rompre le *statu quo* et d'orienter sa politique vers un soutien explicite à l'indépendance de Taïwan¹³. La Chine a par la suite multiplié les mesures de rétorsion : condamnations publiques, embargo sur les produits de la mer japonais et suspension des voyages touristiques de groupe vers le Japon.

L'opposition a reproché à la Première ministre d'avoir inutilement jeté de l'huile sur le feu dans une relation déjà dégradée avec la Chine. On s'est aussi interrogé sur la nature de cette sortie : relevait-elle d'un calcul assumé, d'une imprudence ou d'une maladresse ? Certains se sont questionnés sur son niveau de préparation, la diplomatie n'ayant jamais été son principal domaine d'expertise¹⁴. Pour autant, Takaichi n'a pas cédé face aux pressions chinoises et l'opinion publique nippone a largement soutenu sa position¹⁵.

11. S. Takaichi, Remarques à la Diète du 7 novembre 2025, « Kokkai Kaigiroku Kensaku Shisutemu – Kokkai Kaigiroku (National Diet Minutes) », Kokuritsu Kokkai Toshokan (National Diet Library), disponible sur : www.archive.ph (consulté le 9 janvier 2026).

12. « Japan's Legislation for Peace and Security », site de l'ambassade du Japon en Australie, mai 2015, disponible sur : www.au.emb-japan.go.jp.

13. L. Jian, « Foreign Ministry Spokesperson Lin Jian's Regular Press Conference on November 10, 2025 », Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 10 novembre 2025, disponible sur : www.fmprc.gov.cn.

14. Entretien avec des experts japonais, Tokyo, novembre 2025.

15. Environ 61 % de la population japonaise, selon un sondage du quotidien conservateur *Sankei Shimbun*. Voir « Takaichi Approval Remains High at 75 %, Majority Support Taiwan Remarks », *Japan Forward*, 25 novembre 2025, disponible sur : www.japan-forward.com.

Au Japon, le boycott touristique chinois est perçu comme un mal pour un bien : une opportunité de diversifier les flux, sans inquiétude majeure pour l'économie, et même, pour certains, un soulagement face à la baisse de groupes chinois jugés source de nuisances et qui font fonctionner une économie déjà détenue par les Chinois¹⁶. D'ailleurs, seuls les voyages de groupe sont concernés, ceux-ci ne représentant qu'environ 15 % du tourisme chinois, tandis que les voyageurs individuels ne sont pas affectés, malgré le discours de désincitation de Pékin¹⁷.

Le 6 janvier 2026, Pékin impose de nouvelles restrictions à l'exportation sur des technologies à usage dual, notamment les terres rares, les aimants permanents et d'autres minerais critiques nécessaires à la production de technologies de défense¹⁸. Le Japon reste dépendant pour plus de 60 % de la Chine pour ses terres rares¹⁹, malgré un effort de diversification après une précédente crise diplomatique en 2010. Tokyo investit désormais dans l'exploration de ses fonds marins pour sécuriser ses approvisionnements²⁰.

Cette nouvelle séquence de tensions s'est en fait révélée un échec cuisant pour Pékin : la Chine n'est parvenue ni à faire plier le Japon sur le plan politique – elle a au contraire contribué à la victoire électorale éclatante du PLD – ni à fragiliser sérieusement son économie, ni, surtout, à internationaliser le différend et rallier des soutiens sur la scène internationale²¹.

L'élément le plus marquant de cette crise sino-japonaise a été la guerre cognitive ouvertement assumée et la stratégie de désinformation de la Chine²². Pékin a procédé à un amalgame délibéré entre la fermeté diplomatique de la Première ministre, ses positions idéologiques et son projet de modernisation des capacités militaires japonaises et, afin d'ancrer le récit d'un Japon renouant avec un militarisme agressif. Pour étayer ce récit, Pékin instrumentalise une relecture sélective de l'ordre international d'après-guerre, mobilisant une rhétorique antifasciste allant jusqu'à contester la légalité de la souveraineté japonaise sur Okinawa²³. Si ce

16. M. Sagami, « Exit the Dragon: Hard Times for Chinese Tourism Providers in Japan », *Nikkei Asia*, 23 décembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

17. A. Sauvegrain Tanabe, « Chinese Bookings at Japan Hotels Surge for Lunar New Year Despite Diplomatic Tensions », *Nikkei Asia*, 31 décembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

18. S. Tabeta et K. Shiozaki, « China Now Curbs Civilian Use Rare-Earth Exports to Japan », *Nikkei Asia*, 9 janvier 2026, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

19. G. Baskaran et M. Schwartz, « China's Rare Earth Campaign Against Japan », *Critical Questions*, Center for Strategic and International Studies (CSIS), 13 janvier 2026, disponible sur : www.csis.org.

20. E. Ariel, « Japan's Critical Minerals Resilience Didn't Start in 2010 – or 2026 », *The Diplomat*, 7 février 2026, disponible sur : www.thediplomat.com.

21. M. Nose et O. Nagai, « China-Japan Spat Morphs into Info War as Both Sides Woo Europe, US », *Nikkei Asia*, 16 décembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

22. « Normalising Disinformation: China Shifts to Overt Operations Against Japan », *The Strategist* (Australian Strategic Policy Institute/Japan Nexus Intelligence), 28 novembre 2025, disponible sur : www.aspistrategist.org.au.

23. S. Kadozaki, « Dare ga 'Sengo Kokusai Chitsujo' no ninaite ka – Dainiji Taisen o meguru Chūgoku no senryakuteki naratibu [Qui porte l'« ordre international d'après-guerre » ? – Le récit stratégique de la

discours trouve un large écho auprès de l'opinion chinoise, il a manqué sa cible au Japon : le PLD a remporté pour la première fois depuis 1996 les quatre circonscriptions d'Okinawa, un bastion traditionnel de l'opposition pacifiste et anti-bases américaines²⁴. Pékin a également largement échoué à faire partager cette lecture à ses partenaires internationaux, malgré un lobbying intense, y compris auprès de l'Organisation des Nations unies²⁵.

Le soutien américain n'est intervenu qu'après quinze jours de fortes tensions entre Tokyo et Pékin, un délai considérable qui a ravivé les doutes sur la fiabilité de Washington²⁶.

Takaichi parie sur une forte intégration avec les États-Unis de Trump

Quelques jours après son élection, Sanae Takaichi a accueilli Donald Trump au Japon, réussissant un sans-faute pour amorcer une relation stratégique cruciale. Elle a habilement flatté le président américain en évoquant la mémoire de Shinzo Abe, que Trump portait en très haute estime, tout en orchestrant une communication très visuelle : photos dans l'hélicoptère présidentiel et discours sur le porte-avions *USS George Washington* amarré à Yokosuka. Un message fort et clair visant à cranter l'intimité stratégique et la solidité de l'alliance nippo-américaine²⁷.

Face à l'administration Trump, Takaichi adopte une stratégie en trois volets :

- créer une relation personnelle privilégiée ;
- augmenter les dépenses et renforcer les capacités de défense japonaises pour se conformer aux attentes américaines et se positionner comme un allié incontournable ;
- accélérer l'intégration économique et les investissements croisés avec les États-Unis, renforçant l'interdépendance entre Tokyo et Washington.

Chine autour de la Seconde Guerre mondiale], Institute of Geoeconomics, 19 novembre 2025, disponible sur : www.instituteofgeoeconomics.org ; M. Duchatel, « Japon, Taïwan: la mobilisation chinoise du registre 'antifasciste' », Institut Montaigne, 6 janvier 2026, disponible sur : www.institutmontaigne.org ; T. Yuasa, A. Sano et R. Ogata, « China Looks to Bring Okinawa into Play as Feud with Japan Escalates », *Nikkei Asia*, 12 décembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

24. K. Kawase, « China Looms Behind Takaichi's Historic Win in Japan Election », *Nikkei Asia*, 9 février 2026, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

25. D. Simin, « China Rallies Neighbours Against Japan in Rare Meeting. Will it Work? », *South China Morning Post*, 6 février 2026, disponible sur : www.scmp.com; « China Sends Letter to UN Chief Expressing Position on Japanese PM's Erroneous Remarks », *Xinhua*, 22 novembre 2025, disponible sur : www.gov.cn.

26. « U.S. State Department Reaffirms Japan Alliance, Taiwan Strait Stability », *Focus Taiwan*, 21 novembre 2025, disponible sur : www.focustaiwan.tw.

27. J. Johnson et G. Dominguez, « Takaichi Buys Time and Builds Trust with 'Near-perfect' Trump Summit », *The Japan Times*, 29 octobre 2025, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

En 2024, le Japon était le premier investisseur étranger aux États-Unis, devant le Canada, avec l'équivalent de 15 % du stock total des investissements directs étrangers, concentrés dans l'industrie manufacturière, la finance et les technologies²⁸. Contrainte par l'accord commercial conclu avec Washington – qui prévoit un investissement total de 550 milliards de dollars aux États-Unis d'ici la fin du mandat de Trump en échange d'une baisse des droits de douane –, Takaichi transforme cette obligation en opportunité pour le Japon²⁹.

Confronté à un environnement sécuritaire à risque, Tokyo considère que son alliance avec Washington est son assurance-vie et sa priorité est donc d'arrimer l'allié américain et de renforcer la crédibilité de la dissuasion étendue, *via* une intégration toujours plus grande des forces armées³⁰.

Sur le plan diplomatique, même si Tokyo se sent trahi par le mépris de Trump pour le droit international et le multilatéralisme, le Japon se garde de critiquer ouvertement son allié. Le gouvernement Takaichi s'est abstenu de tout commentaire à propos de l'intervention américaine au Venezuela et des velléités d'annexion du Groenland. Il est toutefois également resté à l'écart du Conseil de la paix de Trump³¹. Cette prudence pourrait mettre le Japon en porte-à-faux avec certains partenaires, mais elle reflète un choix pragmatique : resserrer son lien stratégique avec les États-Unis tout en cherchant à élargir ses marges de manœuvre économiques, diplomatiques et militaires³².

Une diplomatie tous azimuts

Takaichi a donc également cherché à affirmer son engagement envers ses partenaires au-delà des États-Unis. Avant de recevoir Trump à Tokyo, elle a participé, le 26 octobre à Kuala Lumpur, au sommet de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) – une région clé pour la diversification économique du Japon – où elle a rencontré de nombreux chefs d'État de la région, réaffirmant sa détermination à promouvoir la vision d'un Indo-Pacifique libre et ouvert.

Elle est également parvenue à instaurer une relation de confiance avec son homologue sud-coréen, qu'elle a rencontré au sommet de la Coopération

28. « Japan-U.S. Investment Report », Japan External Trade Organization, 2026, disponible sur : www.jetro.go.jp.

29. T. Kumagai et K. Winston, « US, Japan Sign Agreement to Implement \$550 bil Investment in US Energy, LNG, Critical Mining », *S&P Global/Nikkei Asia*, 28 octobre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

30. C. Pajon, « Japan Under Trump: Alliance Strains, the Push for Autonomy and Essential Partnerships », *CSDS Policy Brief*, Centre for Security, Diplomacy and Strategy, 19 septembre 2025, disponible sur : www.csdsvub.be.

31. N. Takahashi, « Japan's Ruling Party Shows Reluctance to Criticize Trump's Venezuela Strike », *Nikkei Asia*, 10 janvier 2026, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

32. Y. Hosoya, « Wareware wa daisanji sekai taisen o mokugeti suru koto ni naru no ka? » [Allons-nous être témoins de la Troisième Guerre mondiale ?], 31 décembre 2025, disponible sur : www.note.com.

économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) le 6 novembre et qu'elle reçoit le 13 janvier 2026 dans son fief de Nara. En se mettant en scène aux côtés du président Lee Jae Myung jouant de la batterie ou en célébrant l'anniversaire de Georgia Meloni, de passage à Tokyo quelques jours plus tard, Takaichi exploite habilement la communication et les réseaux sociaux pour projeter l'image d'une dirigeante dynamique et mettre en valeur des relations diplomatiques solides, envoyant un signal clair à ses concurrents, en premier lieu la Chine, d'un Japon entouré et soutenu³³.

La proximité avec le président sud-coréen n'est pas anodine : depuis 2023, Tokyo et Séoul ont amorcé un rapprochement historique, mettant de côté leurs contentieux historiques et territoriaux. Alors que les convictions nationalistes de la Première ministre laissaient craindre un essoufflement de cette dynamique, Takaichi a au contraire fait preuve de pragmatisme, en priorisant le renforcement de la coordination stratégique, la préservation des chaînes d'approvisionnement, l'approfondissement de la collaboration dans les domaines de l'intelligence artificielle (IA) et de la protection de la propriété intellectuelle³⁴.

Avec l'Italie et le Royaume-Uni, dont elle a rencontré le Premier ministre Keir Starmer à Tokyo fin janvier, le Japon co-développe un avion de combat de nouvelle génération (*Global Combat Air Programme*), destiné à renforcer ses capacités de défense tout en intégrant les technologies les plus avancées en matière de furtivité, d'IA embarquée et de connectivité réseau pour des opérations interalliées. Ce projet s'inscrit dans une logique de coopération stratégique à long terme, renforçant les liens industriels et militaires entre Tokyo, Londres et Rome³⁵.

33. Y. Abe, « Takaichi Cabinet Cautious on Trump's Venezuela Raid », *Yomiuri Shimbun*, 18 janvier 2026, disponible sur : www.japannews.yomiuri.co.jp.

34. S. Takaichi, « Remarks at the Joint Press Occasion with President Lee of the Republic of Korea », Cabinet du Japon, 13 janvier 2026, disponible sur : www.japan.kantei.go.jp ; S. Borowiec, « Opposites Attract: Takaichi, Lee Put Shared Interests Before Past Division », *Nikkei Asia*, 14 janvier 2026, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

35. « Global Combat Air Programme », Ministère de la Défense du Japon, consulté le 10 février 2026, disponible sur : www.mod.go.jp.

Pari sur l'avenir : Takaichi donne la priorité à la défense

Un contexte favorable au réarmement du Japon

Ces dernières années, le contexte de sécurité régional s'est fortement dégradé pour Tokyo, qui se retrouve face à un triple front autoritaire et nucléaire incarné par la Chine, la Russie et la Corée du Nord, entre lesquelles la solidarité s'approfondit, laissant craindre une coordination aux implications dramatiques pour l'archipel. Face à la Chine, dont les projections de force dans le Pacifique se multiplient, le Japon concentre ses efforts sur le renforcement des capacités de déni d'accès le long de la première chaîne d'îles et sur la sécurisation de ses îles les plus éloignées³⁶. Cette démarche s'inscrit en cohérence avec la Stratégie de défense nationale de l'administration Trump publiée en janvier. En renforçant ses capacités, le Japon cherche à rééquilibrer le partage des responsabilités au sein de l'alliance et donner des gages à Washington.

Le contexte intérieur devient également favorable à cette évolution : le départ du Komeito, qui tempérait les ambitions du PLD sur la normalisation de la défense, a levé plusieurs tabous et débloqué les discussions stratégiques. Le Parti de l'innovation, nouveau partenaire du PLD, soutient pleinement une politique de sécurité ambitieuse, inscrite dès l'origine dans l'accord de coalition. La stratégie de défense n'est donc plus le fruit d'un compromis centriste, mais résulte d'une approche proactive³⁷.

En outre, face aux pressions croissantes de la Chine et aux répercussions de la guerre en Ukraine, l'opinion publique japonaise se montre de plus en plus favorable à une normalisation militaire du pays³⁸.

36. « Japan Seeks to Enhance Defense Capabilities in Pacific as 3 National Security Documents to Be Revised », *The Japan News*, 11 janvier 2026, disponible sur : www.japannews.yomiuri.co.jp.

37. K. Jimbo, « Takaichi seiken no gaikō kadai – Chitsujo naki jidai no senryakuteki sigunaringu » [Les défis diplomatiques du gouvernement Takaichi – Le signalement stratégique à l'ère du désordre], Institute of Geoeconomics, 16 janvier 2026, disponible sur : www.instituteofgeoeconomics.org.

38. S. Murakami, « Japan Should Have Nuclear Weapons, Official Reportedly Says », *Asahi Shimbun*, 19 décembre 2025, disponible sur : www.asahi.com.

Vers de nouvelles stratégies de sécurité et de défense

La Première ministre Takaichi a annoncé son intention de réviser d'ici fin 2026 trois documents stratégiques centraux : la Stratégie de sécurité nationale, la Stratégie de défense nationale et le Programme de renforcement des capacités de défense. Le PLD et le Parti de l'innovation présenteront leurs recommandations dès avril³⁹.

Takaichi entend dépasser l'ambition de Kishida, qui en décembre 2022 avait promis d'atteindre 2 % du produit intérieur brut (PIB) en dépenses de défense d'ici cinq ans et d'initier pour la première fois l'acquisition de capacités de contre-attaque : un véritable *Zeitenwende* à la japonaise.

Sanae Takaichi s'engage non seulement à atteindre dès 2026 l'objectif de porter le budget de la défense à 2 % du PIB, avec une perspective de le hisser à 3,5 % dans les prochaines années, mais elle entend également procéder à un nouvel assouplissement des normes politico-légales qui ont limité la posture de défense japonaise depuis 1945⁴⁰.

Le projet de révision des trois principes non nucléaires de 1967 – qui interdisent au Japon de produire, posséder ou introduire des armes nucléaires sur son territoire – pourrait ouvrir la voie au déploiement d'armes atomiques américaines sur le sol japonais⁴¹. Au sein de l'exécutif, il est également envisagé d'autoriser les sous-marins à propulsion nucléaire américains à faire escale dans les ports japonais, tandis qu'experts et officiels discutent de l'opportunité de doter le Japon d'un sous-marin à propulsion « non traditionnelle », sous-entendu nucléaire. La simple désinhibition du débat nucléaire japonais envoie déjà un signal dissuasif⁴².

Un autre projet majeur concerne l'assouplissement des restrictions sur les exportations d'équipements et de technologies de défense, actuellement limitées à cinq catégories non létales fixées en 2014 : secours, transport, détection, surveillance et déminage. Les autres équipements, comme les chars ou avions de combat, ne peuvent être exportés que dans le cadre de développements conjoints avec d'autres pays. La levée de ces contraintes permettrait à l'industrie de défense japonaise de s'imposer sur les marchés de l'armement, en particulier sur ses atouts stratégiques, comme les bâtiments de surface et les sous-marins⁴³. Pour l'instant, la seule exportation

39. S. Borowiec, « Japan Ruling Party to Discuss Spending over 2 % of GDP on Defense », *Nikkei Asia*, 21 novembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

40. R. Ogata, « Japan Says It Will Reach 2 % Defense Spending Early But There's a Catch », *Nikkei Asia*, 29 novembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

41. J. Kobara, « Japan's New PM May Take on Old Taboo Hosting US Nuclear Weapons », *Nikkei Asia*, 19 novembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

42. « Japan Reaffirms Non-Nuclear Stance After Official's Nuclear Weapon Remark », *Nikkei Asia*, 19 décembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

43. J. Kobara, « Japan Poised to Ease Restrictions on Lethal Arms Exports in 2026 », *Nikkei Asia*, 3 décembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

concrète réalisée concerne les frégates de surveillance Mogami vers l'Australie.

Takaichi entend par ailleurs renforcer les capacités de renseignement pour collaborer plus étroitement avec ses alliés et partenaires en matière de défense, notamment l'Australie et le Royaume-Uni. Elle prévoit la création d'une agence nationale de renseignement afin de centraliser les différents services existants et faciliter ces coopérations et d'éventuelles contributions japonaises à l'accord AUKUS. Elle pousse également l'adoption d'une loi anti-espionnage, déjà très controversée⁴⁴.

Enfin, pour la première fois depuis 1947, les planètes semblent enfin alignées en vue d'une révision de la Constitution japonaise, et en particulier de son article 9 à vocation pacifiste. La dirigeante a affirmé que les Forces japonaises d'autodéfense devraient être reconnues de manière plus explicite dans la loi fondamentale du pays, laquelle interdit au Japon de disposer de forces armées⁴⁵. Forte d'une majorité des deux tiers à la Chambre basse, elle dispose des leviers pour lancer cette révision constitutionnelle, un objectif central du PLD depuis sa création en 1955. Le texte devra ensuite être approuvé par les deux tiers du Sénat, puis soumis au peuple par référendum.

La défense comme moteur de croissance

Le budget de la défense pour 2026 bondit de 67 % par rapport à 2022, avec près de 40 % des dépenses consacrées à l'équipement. Cette augmentation profite d'abord aux États-Unis, notamment *via* les commandes massives engagées dès 2022 d'une centaine de chasseurs F-35 et plus de 400 missiles Tomahawk⁴⁶. Ces investissements interviennent dans un contexte économique tendu : inflation et chute du yen renchérissent fortement le coût des équipements⁴⁷.

Takaichi souhaite que la nouvelle hausse du budget de l'armement et l'assouplissement des principes d'exportation profitent à l'industrie de défense japonaise, désormais considérée comme moteur de croissance⁴⁸.

Depuis 2022, l'industrie de défense japonaise a déjà connu un essor important. NEC a triplé la valeur de ses contrats avec l'Agence japonaise

44. K. Ozawa, « Long-awaited Intelligence Agency Takes Shape », *Japan Forward*, 14 janvier 2026, disponible sur : www.japan-forward.com.

45. « Road to Constitutional Revision Emerging As Key Topic », *The Japan Times*, 5 février 2026, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

46. « Tokyo Moves Closer to Fielding U.S.-made Tomahawk Missiles », Indo-Pacific Defense Forum, 12 octobre 2025, disponible sur : www.ipdefenseforum.com.

47. Un F-35A coûtait environ 9,6 milliards de yens en 2022, contre 18,7 milliards de yens en 2026. Le prix du F-35B — version à décollage court destinée aux opérations depuis des navires — est passé de 12,8 à 24,2 milliards de yens. Voir R. Ogata, « Japan Defense Spending to Double on Equipment, But Only 10 % for Manpower », *Nikkei Asia*, 27 décembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

48. M. Endo et C. Nakakayama, « Electronics, Heavy Industry Firms Expand Workforces, Boost Capital Spending on Back of Govt Defense Budget Rise », *The Japan News*, 11 janvier 2026, disponible sur : www.japannews.yomiuri.co.jp.

d'acquisition, de technologie et de logistique (l'équivalent de la Direction générale de l'armement française) entre 2022 et 2024, tandis que Mitsubishi Heavy Industries, Kawasaki et IHI ont vu le chiffre d'affaires de leur division Défense doubler. Mitsubishi prévoit d'augmenter ses effectifs de 40 %. Autrefois marginal, le segment « aéronautique, défense et espace » représente désormais 20 % du chiffre d'affaires et près de 30 % des bénéfices de Mitsubishi⁴⁹.

L'incitation gouvernementale cible les technologies à double usage qui bénéficient à la fois d'un soutien à la recherche et développement en collaboration avec les universités et grandes écoles, et d'un appui à l'exportation, notamment *via* le mécanisme d'aide publique à la sécurité (Official Security Assistance – OSA).

Lancé en 2023, ce dispositif permet au gouvernement japonais de fournir des équipements de défense (navires de patrouille maritime, radars côtiers, systèmes de communication et matériel de recherche et de sauvetage) aux forces armées de pays partenaires, principalement en Asie du Sud-Est. L'OSA bénéficie d'un budget exponentiel (de 10 millions en 2023 à 98 millions d'euros aujourd'hui) et s'étend désormais à une douzaine de pays, renforçant ainsi la présence et l'influence du Japon dans la région tout en facilitant l'expansion internationale de son industrie de défense⁵⁰.

Ces efforts de défense restent toutefois confrontés à un défi majeur : le manque de ressources humaines pour les Forces d'autodéfense japonaises. En 2024, seulement 89 % des ressources humaines étaient pourvues⁵¹. Le gouvernement a cherché à y remédier par des revalorisations salariales et mise également sur le développement des systèmes autonomes pour compenser cette pénurie. Un autre obstacle sera celui du financement de cet effort budgétaire dans un contexte de dette publique élevée.

49. M. Isawa, « Japan's Defense Contractors Rush to Tap Government Spending Boost », *Nikkei Asia*, 4 décembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

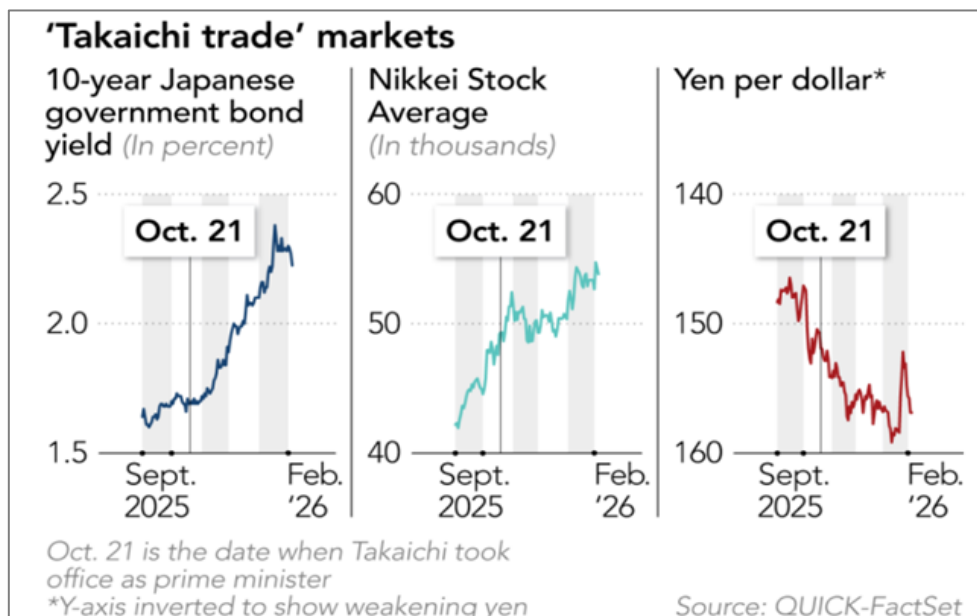
50. « Official Security Assistance », Ministère des Affaires étrangères du Japon, 9 février 2026, disponible sur : www.mofa.go.jp.

51. R. Ogata, « Japan Defense Spending to Double on Equipment, But Only 10 % for Manpower », *op. cit.*

Pari risqué ? Takaichi et sa politique économique expansionniste

L'effet Takaichi sur les marchés financiers

À l'annonce de la victoire écrasante du PLD, l'« effet Takaichi⁵² » (« Takaichi Trade ») a joué à plein : la Bourse s'est envolée, le yen s'est déprécié et les rendements des obligations à trente ans, un indicateur de la perception des risques budgétaires à long terme, ont légèrement augmenté (ils avaient récemment atteint leur plus haut niveau depuis 27 ans). Les marchés sont en effet partagés face à la détermination de la Première ministre qui veut briser le totem de l'austérité fiscale brandi par le ministère des Finances⁵³ pour conduire une politique d'expansion budgétaire afin de soutenir l'industrie, la défense et les politiques sociales.



Source : S. Tani, « What Now for Japan's Takaichi After Landslide Win: 5 Things to Know », *Nikkei Asia*, 9 février 2026, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

52. S. Tani, « What Now for Japan's Takaichi After Landslide Win: 5 Things to Know », *Nikkei Asia*, 9 février 2026, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

53. J. Nagumo, « Japan Stocks Close at Historic High on Takaichi's Electoral Landslide », *Nikkei Asia*, 9 février 2026, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

Le pouvoir d'achat est en effet au cœur des préoccupations des Japonais. La Première ministre a axé sa campagne sur une relance budgétaire destinée à soutenir une population confrontée à l'inflation, à la faiblesse du yen et à la stagnation des salaires. Elle prône la fin de l'austérité, la reprise des investissements publics et un soutien direct aux ménages, notamment *via* la suppression pendant deux ans de la taxe de 8 % sur l'alimentation. La majorité des partis s'était d'ailleurs accordée sur une baisse de cette taxe, qu'elle soit totale ou partielle, temporaire ou permanente. Cette stratégie de relance, dans un contexte de dette élevée, suscite toutefois l'inquiétude des marchés quant à la discipline fiscale du gouvernement.

Mi-décembre, le gouvernement japonais avait approuvé un budget supplémentaire de 117 milliards de dollars, le plus important depuis la pandémie de Covid-19, destiné à financer des mesures de relance et porté à hauteur de 60 % par l'émission de nouvelles obligations d'État⁵⁴. Takaichi a proposé un projet de budget record pour 2026 équivalent à 658 milliards d'euros.

La Première ministre a ainsi sollicité le soutien de la population pour ce tournant « économique et budgétaire historique⁵⁵ » : elle propose de supprimer le budget supplémentaire traditionnellement adopté en fin d'année et de revenir à un budget annuel unique, afin de favoriser des investissements de long terme et de s'affranchir de la tutelle du ministère des Finances.

Pour certains analystes, les tensions entre Takaichi et le marché obligataire mettent en lumière un défi plus profond pour le Japon et sa banque centrale. Pour la première fois depuis des décennies, ils doivent trouver le moyen de relever durablement les taux d'intérêt afin de contrôler l'inflation, sans mettre en danger la croissance économique ni fragiliser le système financier⁵⁶.

Le Japon se trouve aujourd'hui pris au cœur d'un dilemme économique et social majeur : combler ses besoins structurels en main-d'œuvre (avec près de 29 % de la population âgée de plus de 65 ans) malgré la xénophobie croissante, et financer la relance tout en maîtrisant une dette extrêmement élevée (autour de 235 % du PIB).

54. K. Takeuchi, « Japan Cabinet Proposes \$117bn Extra Budget, Clouding Outlook for Surplus », *Nikkei Asia*, 28 novembre 2025, disponible sur : www.asia.nikkei.com.

55. « Takaichi Sanae sōsai ōen enzetsu Tōkyō-to » [Discours de soutien de la présidente du PLD Sanae Takaichi à Tokyo], Site du PLD, 7 février 2026, disponible sur : www.jimin.jp.

56. « Can Sanae Takaichi Govern Japan on Star Power Alone? », *Financial Times*, 4 février 2026, disponible sur : www.ft.com.

La sécurité économique comme stratégie de croissance

La stratégie de sécurité économique du gouvernement Takaichi repose sur deux objectifs complémentaires : renforcer l'autonomie et la résilience du Japon d'une part, et stimuler la croissance *via* les secteurs stratégiques d'autre part.

Pour la première dimension, le gouvernement mise sur des « investissements stratégiques » visant à réduire la dépendance aux importations de matériaux et technologies critiques, et à sécuriser l'énergie et l'alimentation de l'archipel.

Forte de son expérience comme ministre de la Sécurité économique (2022-2024), Takaichi a fait identifier par une commission 17 secteurs stratégiques moteurs de croissance, allant des semi-conducteurs et de l'IA à la construction navale, l'aéronautique, le spatial et la défense, qui bénéficieront d'investissements exceptionnels⁵⁷.

Cette stratégie s'appuie sur deux concepts centraux : la « souveraineté stratégique », d'un côté, qui vise à limiter la dépendance extérieure et à protéger le Japon des pressions économiques, notamment dans l'énergie, le numérique, la cybersécurité, la pharmaceutique et les technologies de communication. « L'indispensabilité stratégique », de l'autre, qui consiste à rendre la supériorité technologique et industrielle du Japon incontournable à l'échelle mondiale, grâce à ses atouts dans les industries innovantes, les matériaux composites pour l'aéronautique, les technologies spatiales (y compris la récupération de débris) et les semi-conducteurs⁵⁸.

57. M. Sato, « Japan Aiming for First Strategy to Enhance Defense Industry », *Asahi Shimbun*, 24 janvier 2026, disponible sur : www.asahi.com.

58. K. Suzuki, « Takaichi's Twin Challenges: Economic Growth and Security », *Japan Times*, 12 janvier 2026, disponible sur : www.japantimes.co.jp.

Conclusion : quel partenariat Japon-France-Europe ?

Le Japon apparaît aujourd'hui comme un partenaire plus solide, plus capable et plus stable, ayant réussi à contenir la vague populiste en l'intégrant au sein du parti de droite classique. Déterminé à défendre ses intérêts et son autonomie stratégique sur le plan économique, Tokyo adopte néanmoins une prudence rhétorique vis-à-vis de son allié américain, d'autant que la Première ministre Takaichi est attendue pour une visite d'État à Washington le 19 mars. Face à des dépendances persistantes en matière de défense et à la dégradation préoccupante de son environnement de sécurité, le Japon poursuit une stratégie priorisant d'abord l'intégration avec Washington, puis la diversification de ses partenariats.

Dans ce cadre, la France et l'Europe représentent des partenaires essentiels, notamment dans l'Indo-Pacifique, un espace que l'administration Trump semble délaisser au profit de sa focalisation sur la Chine et des enjeux bilatéraux. À l'approche du sommet du G7 en juin à Évian, Tokyo cherchera à maintenir un consensus transatlantique, tout en ménageant les États-Unis, ce qui pourrait frustrer les partenaires européens.

La refondation de l'ordre international constitue pourtant un terrain sur lequel Europe et Japon pourraient jouer un rôle constructif, en tant que puissances moyennes, en s'alliant pour peser face aux hégémons actuels ou émergents. La visite prochaine du président Macron au Japon, puis la participation de Tokyo au sommet marqueront deux temps forts de la relation bilatérale, qui constitueront des opportunités pour relancer le partenariat stratégique.

Les dernières publications des *Asie.Visions*

- Aijaz Ashraf Wani, [« Jammu and Kashmir in the Aftermath of August 2019: Policy Reforms and the Evolving Governance Framework »](#), *Asie.Visions*, n° 146, février 2025.
- Sylvia Malinbaum, [« L'Inde en quête d'émancipation économique face à la Chine »](#), *Asie.Visions*, n° 145, janvier 2025.
- Marc Julienne (dir.), [« L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam »](#), *Asie.Visions*, n° 144, janvier 2025.
- Marc Julienne, [« L'essor du programme spatial taïwanais. Construire une industrie, soutenir la sécurité nationale »](#), *Asie.Visions*, n° 143, novembre 2024.
- Adrien Simorre, [« L'approvisionnement énergétique de Taïwan. Talon d'Achille de la sécurité nationale »](#), *Asie.Visions*, n° 142, octobre 2024.
- Isabelle Saint-Mézard, [« Foreign Policy Issues in the BJP 2024 Election Campaign: Boosting National Pride and Glorifying a Strong Government »](#), *Asie.Visions*, n° 141, juin 2024.
- Aleksei Zakharov, [« India-Russia Relations in Troubled Times: Steady but Stagnating »](#), *Asie.Visions*, n° 140, mai 2024.
- Wooyeal Paik, [« South Korea's Emergence as a Defense Industrial Powerhouse »](#), *Asie.Visions*, n° 139, février 2024.
- Céline Pajon, [« Replacer l'Amérique du Sud sur la carte française de l'Indo-Pacifique. Convergences politiques, économiques et pistes de coopération »](#), *Asie.Visions*, n° 138, février 2024.
- Seungjoo Lee et Sangwoo Shin, [« Evolution and Dynamics of the Space Industry in South Korea »](#), *Asie.Visions*, n° 137, janvier 2024.
- Marc Julienne, [« La Chine dans la course à l'orbite basse - Perspectives sur la future constellation internet Guowang »](#), *Asie.Visions*, n° 136, avril 2023.
- Françoise Nicolas, [« Reshuffling Value-Chains: South Korea as a Case Study »](#), *Asie.Visions*, n° 135, avril 2023.
- Céline Pajon, [« Japan and the Pacific Islands Countries. Longstanding Strategic Interests, Recent Strategic Engagement »](#), *Asie.Visions*, n° 134, mars 2023.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org